

CHAIRE DE DYNAMIQUE SOCIALE (C.D.S)

MOUVEMENTS & ENJEUX SOCIAUX

Revue Internationale
des Dynamiques Sociales



M.E.S., n°160
Juillet - Août 2026



SOMMAIRE

– Jonathan Mfiri Kenshune, <i>Analyse de la perception des stratégies d'attractivité et de fidélisation des croyants des églises chrétiennes à Kinshasa</i>	1
– Marc Kobo Makolo, <i>Les conditions spécifiques à la responsabilité du transporteur aérien</i>	13
– Léon Engondo Makaba, <i>Formation des apprenants adultes dans les centres d'alphabétisation de la ville de Kinshasa</i>	21
– Deborah Mabiala Mvunda, Freddy Clever Lubala Kasumbi, Ange Mondo Ntimansiemi, <i>Déterminants d'accès à l'entrepreneuriat numérique par les jeunes universitaires de Kinshasa</i>	28
– Djuma Pili Babu, <i>La gestion de chambre comme stratégie politique</i>	37
– Paul Samangua Okitalange, <i>La gouvernance sécuritaire dans l'Est de la RDC face aux interventions régionales et internationales</i>	43
– Bénie Biselele Ntumba, <i>La responsabilité disciplinaire des commissaires aux comptes en droit positif congolais</i>	50
– Ally Kabongolo Lusamba, Augustin Cilengi Kandolo, <i>Informalité urbaine et gestion environnementale à Kinshasa : contraintes pour les politiques publiques</i>	60
– Eddy Ngomele Mayele, David Kutangila Mayoya, <i>La prédiction des transactions frauduleuses dans une plateforme mobile de vente d'espaces commerciaux virtuels : application du modèle Isolation Forest (2023-2026). Cas de Kinshasa/RDC</i>	66
– Leblanc Muyaka Wendo, <i>Analyse empirique du risque de crédit bancaire par l'approche de scoring : essai avec le cas de la Rawbank</i>	76
– Ange Matondo, Josué Ozowa Latem, <i>Les manifestations psychopathologiques liées à la séparation du téléphone portable chez les adolescents scolarisés : étude empirique en milieu scolaire</i>	84
– Israël Bongongo Atula, Esther Mboyo Engunda, Maria Mbombo Kakanda, <i>La géopolitique minière en Afrique centrale et la sécurité : regard sur la RDC</i>	91
– Gertrude Mangaza Kangela, <i>De l'effectivité de la protection des droits de la veuve à l'épreuve des réalités sociales en RDC : cas de la tribu Lega</i>	98
– Jean-Jules Mboti Matolu, <i>Mythe de la conscience dans la gestion des déchets à Kinshasa : entre idéalisme moral et réalité institutionnelle</i>	104
– Thérèse Bilonda Lukusa, <i>La limitation irréaliste de la dot en RDC : entre normativité légale et résistance coutumière</i>	109
– Espérant Senemona Nakwafion, Hilaire Makindu Massamba Kaba, Xavier François Langi Sogena, <i>Processus d'acquisition des ressources et performance des PME dans la ville de Gemena</i>	115
– Mimie Mpika Nsungi, <i>Immigration irrégulière en RDC : causes, conséquences et mécanismes de protection des étrangers</i>	123
– Aristote Mango Bepaly, <i>La responsabilité civile à l'épreuve de la protection du consommateur numérique en droit congolais</i>	129
– David Odia Mbuyi, <i>Déterminants de la croissance économique des pays en développement : approche panel de 2005 à 2017</i>	136
– Maria Mbombo Kakanda, Papy-Marcel Nyamabu Kabengele, Israël Bongongo Atula, <i>L'ANAPI et l'impact des investissements directs étrangers en République Démocratique du Congo : défis et opportunités</i>	143
– Pierre Dikete Koyamondja, <i>L'effectivité des droits fondamentaux face à l'analphabétisme et au déficit d'accès à l'information : entre fiction juridique et citoyenneté inaccomplie</i>	150

– Victor Kapoke Okito, <i>Le rôle des médias de la province du Sankuru face au recrutement des jeunes dans l'armée pendant la période de guerre à l'Est de la RDC</i>	156
– Austin Bongima Bolangi, <i>Infrastructures de transport et dynamique de la croissance endogène en République Démocratique du Congo : approche économétrique par le modèle à correction d'erreur</i>	165
– Mundonga Kimpembe C., Ngongo Kilongo F., Amina Lwikitcha B., Mutula Mudekere J., <i>Le développement intégral des chrétiens des Églises locales de la 8e CEPAC, axe Chahi dans la ville de Bukavu : une analyse critique pour la mission holistique de l'Église</i>	174
– Gudule Muzongo Mbo, Jocelyn Nappa Usatu, Guillain Komana Kota, Exaucé Bumbakini Kubemba, <i>Accès à la protection sociale et prise en charge institutionnelle des personnes du troisième âge à Kinshasa</i>	181
– Schekinah Mopiti Mikwa, Deborah Bowa Baike, <i>Gratuité de l'enseignement primaire et qualité de l'éducation dans la ville de Kinshasa : une analyse de la commune de Limete (2020-2025)</i>	191
– Faïda Zahabu Mwangi, <i>Bilocalité conjugale et mobilité professionnelle à Lodja : analyse sociologique des stratégies de résilience familiale en contexte d'enclavement</i>	198
– Éric Mbutyabo Makati, <i>La responsabilité civile et environnementale des entreprises minières en droit congolais : quelles réparations pour les dommages écologiques ?</i>	204
– Willy Luanda Bautolinga, Jean-Pierre Kolokota Baelo, Félix Mbangala Bimbu, Jacques Djoli Iseng'Ekeli, Barthélemy Omeonga Tongomo, <i>La question épistémologique des thèses doctorales en sciences sociales en République Démocratique du Congo : fondements juridiques et enjeux de la participation des autorités coutumières à la protection des écosystèmes forestiers</i>	210
– Jean Roger Kayembe Kabeya, <i>Analyse juridique des guichets uniques congolais : cas de celui de la déclaration et paiement uniques de l'impôt et cotisations sur les rémunérations des travailleurs</i>	215
– Tommy Bakola Bolingo, <i>État des lieux de l'Agence nationale pour la promotion des investissements et du guichet unique face à la création d'entreprise en République Démocratique du Congo</i>	221
– Charles Kasereka Matsipa, Félicité Langwana Kiwani, Marthe Khake Kabuo, <i>Catastrophes naturelles et résilience communautaire : perception et stratégie d'adaptation des riverains de la rivière N'djili face aux inondations à Kinshasa</i>	229
– Jean-Paul Lumvutu Mandiangu, <i>De la problématique de la mise en œuvre mitigée par la République démocratique du Congo de ses engagements internationaux relatifs à la protection de sa biodiversité</i>	235
– Delphin Dieudo Shimuna, Socrate Ibutshi Musongo, Steve Kabasele Mukeba, <i>Communication gouvernementale et protection de l'environnement en République démocratique du Congo : analyse des politiques publiques, défis et perspectives</i>	251
– Jérôme Mungukende Pithua, <i>Intégration régionale et crise sécuritaire : regard sur l'adhésion de la RDC à la Communauté des États de l'Afrique de l'Est</i>	258
– Bénédicte Akukwi Stella, Aristide Manzusi Nketo, <i>L'entrepreneuriat féminin comme forme de participation citoyenne économique en République démocratique du Congo : rôle et influence des associations entrepreneuriales féminines dans les politiques publiques</i>	266
– Véronique Ndjeka Olele, Danny Kabongo Kandolo, <i>Modélisation des relations entre climat relationnel, bien-être et performance scolaire : proposition d'un dispositif méthodologique mixte en contexte scolaire congolais</i>	279
– Evariste Mbayabu Ntambwe, Danny Kabongo Kandolo, <i>Impact des outils pédagogiques locaux sur la compréhension des concepts mathématiques chez les élèves du primaire en milieu rural : cas de la Sous-division de Lodja 6 (RDC)</i>	285
– Carine Lomotsha, <i>Application du plan de prévision des matières selon l'approche par compétences en coupe-couture : cas du centre de Tshumbe</i>	291
– Brigitte Anibiloni Sungufue, Nestor Kombozi Waloimi, Augustin Avoci Pithua, Jean-Bosco Ndungu Walaya, <i>Inflation et taux de change en République démocratique du Congo de 1990 à 2022</i>	298
– Jean Mbuyu Luyongola, Benjamin Makamba Mbalanda, <i>L'irrecevabilité du pourvoi en cassation : audit critique des arrêts de rejet liés au mandat, au délai et aux décisions préparatoires</i>	311
– Guy Mbau Gibanda, <i>Gouvernance universitaire et reddition des comptes : effets sur l'image institutionnelle des établissements publics d'enseignement supérieur à Kinshasa</i>	321

- Matthieu Tshilumba Kalenga, *L'impact de la digitalisation des procédures d'importation via la FERI sur la performance du commerce extérieur de la RDC*330
- Angèle Ngoy Kasongo, Danny Kabongo Kandolo, *Influence des stratégies pédagogiques locales sur l'apprentissage de la lecture en milieu rural : cas des écoles primaires de la Sous-division Lubefu 2*337
- Jean-Thomas Omalohembe Mumbola, Paul-René Lohata Tambwe Okitokosa, *Difficultés d'accès aux services de santé et d'éducation de base en milieu rural sankurois : analyse des inégalités et stratégies d'amélioration de 2019 à 2023*346
- Stanis Kwete Minga, *Evolution des modes de passation des marchés publics en RDC : une évaluation statistique sur la période 2016-2021*.....351
- Blaise Nzuzi Kimini, *Publicité déguisée des produits présentés comme médicamenteux sur les réseaux sociaux : opportunité commerciale ou risque de sante publique ? Analyse de contenu des plateformes Facebook « SM Market – Herbal Spray »et WhatsApp « Santé pour Homme et Femme – FDA »*.....361
- Jean Eloho Omokoko Ovungu, Henock Kasimoto, Raoul Kienne-Kienne Intudi, *Construction symbolique d'altérité conflictogène intercommunautaire dans le Sankuru*369
- Jean-Paul Liyongo Bompoko, *Audit des recettes tarifaires et mobilisation des ressources du trésor public en RD Congo : analyse empirique du Port de Matadi de 2021 à 2025*.....372
- Eugénie Dinkembi Dimbueni, *Le Mandombe face aux dynamiques contemporaines de préservation et de revalorisation de l'identité culturelle Kongo*378
- Belvie Kabamba Kabeya, *Crise de l'effectivité du droit pénal face aux fautes de gestion financière des sociétés commerciales dans les marchés publics en RDC*385
- Stella Dago Alino, *La grammaire du pouvoir répressif international : de la responsabilité pénale individuelle à la responsabilité du supérieur hiérarchique*395
- Grace Pongo Ndjondo, *Le management des institutions confessionnelles pour le développement local : cas de l'Eglise kimbanguiste à Kinshasa*401
- Marcelin Mukala Musiru, *Les paradoxes de la profession des journalistes en RDC : liberté proclamée, indépendance entravée ?*409
- François Layinga Katete, *Crise sécuritaire de Mobodo dans l'espace Grand Bandundu et sa résolution par l'approche EXAUCLEP*.....416

INFORMALITE URBAINE ET GESTION ENVIRONNEMENTALE A KINSHASA : *contraintes pour les politiques publiques.*

par

Ally KABONGOLO LUSAMBA

Doctorant

Augustin CILENGI KANDOLO

Licencié

*(Tous) Faculté des en Sciences économiques et de gestion,
Université de Kinshasa*

Résumé

Cet article analyse les contraintes que l'informalité urbaine impose aux politiques publiques de gestion environnementale dans la ville de Kinshasa. L'étude adopte une approche qualitative basée sur l'analyse documentaire et des entretiens semi-directifs réalisés auprès de responsables municipaux, d'organisations environnementales, de services d'assainissement, d'opérateurs du secteur informel et d'experts scientifiques. La triangulation des données a permis de comprendre les immixtions entre les mouvements d'informalité et les dispositifs de gouvernance environnementale.

L'informalité est une constituante structurelle du fonctionnement urbain de Kinshasa. Les défis environnementaux observés, particulièrement en matière de gestion des déchets, de dégradation du cadre de vie et d'occupation des espaces publics résultent autant des pratiques déstructurées que des limites institutionnelles impactant la planification urbaine, l'application de la réglementation et la coordination des acteurs. L'étude met en évidence le rapport circulaire dans lequel les insuffisances de la gouvernance favorisent la croissance de l'informalité, tandis que cette dernière rend davantage complexe l'application des politiques environnementales.

Cette étude contribue à la littérature existante sur la gouvernance urbaine en Afrique en dévoilant que le renforcement de la gestion environnementale passe non seulement par l'amélioration des capacités institutionnelles, mais également par une prise en compte considérable des particularités socio-économiques locales et par la promotion des instruments de gouvernance plus inclusifs.

Mots - clés : *informalité urbaine, gestion environnementale, gouvernance urbaine, politiques publiques*

Abstract

INTRODUCTION

La gestion environnementale constitue de nos jours un défi capital pour les grandes villes africaines faisant face à une urbanisation rapide et souvent basement planifiée. Dans la plupart des villes d'Afrique subsaharienne, l'extension spatiale des agglomérations, la croissance démographique ainsi que l'insuffisance des infrastructures publiques ont occasionné l'émergence des diverses formes d'informalité urbaine, avec des conséquences considérables sur la qualité de l'environnement et du cadre de vie.

La ville de Kinshasa illustre cette situation. Malgré les efforts des institutions publiques, les défis liés à la gestion des déchets, à l'assainissement et à la préservation de l'environnement ainsi qu'à l'occupation des espaces publics demeurent inquiétants. Ces défis sont aggravés par l'amplification d'activités informelles qui occupent une place fondamentale dans le fonctionnement socio-économique de la ville.

Longtemps mal perçue au développement urbain, l'informalité semble être désormais comme un déterminant structurel des villes africaines. Son élargissement soulève cependant des interrogations quant à la performance des politiques environnementales, généralement conçues sur le socle de systèmes institutionnels formels durement applicables dans des conditions caractérisées par une forte informalité.

Cette étude s'inscrit dans l'analyse des relations entre informalité urbaine et gestion environnementale à Kinshasa. Elle veut comprendre comment les dynamiques informelles impactent-elles la politique environnementale et surtout identifier les essentielles contraintes auxquelles font face les politiques de gestion urbaine. L'intérêt scientifique de cette étude réside dans la rareté des travaux consacrés à l'interconnexion entre informalité urbaine et gouvernance environnementale en République Démocratique du Congo.

1. REVUE DE LITTÉRATURE

1.1. Informalité urbaine et gouvernance des villes africaines

L'informalité urbaine occupe une place capitale dans les métropoles du Sud. Pour Roy (2005), elle ne constitue pas un fait marginal mais plutôt un système de production de l'espace urbain qui participe fortement au fonctionnement des villes. Dans les situations caractérisées par une urbanisation rapide et des

capacités institutionnelles bornées, les populations développent des outils informels permettant l'accès au logement et aux activités économiques.

Cette évidence est observable dans plusieurs villes africaines où l'extension urbaine dépasse souvent les capacités de planification des collectivités publiques. Selon Watson (2009), les obstacles rencontrés par les politiques urbaines découlent généralement d'un décalage entre les dispositifs de gouvernance formels et les pratiques sociales effectivement constatées sur le terrain.

1.2. Gestion environnementale et contraintes institutionnelles

La gestion environnementale urbaine repose sur la capacité des collectivités publiques à organiser, planifier, coordonner et contrôler toutes les activités susceptibles ayant un impact direct ou indirect sur l'environnement. Les aspects institutionnalistes stipulent que la performance des politiques publiques dépend de l'existence des règles que de leur application effective (North, 1990).

Dans les pays en développement, nombreuses études montrent que les obstacles financiers, organisationnels et techniques limitent le rendement des interventions des pouvoirs publics en matière d'assainissement et de protection de l'environnement (Kaza et al., 2018 ; UN-Habitat, 2020). Ces difficultés sont généralement visibles en ce qui concerne la gestion des déchets, l'occupation du sol et la planification urbaine.

1.3. Cadre analytique de l'étude

La littérature existante met en évidence la relation entre informalité urbaine et gouvernance environnementale. D'une part, les déficiences institutionnelles occasionnent le développement des pratiques informelles ; d'autre part, la croissance de ces pratiques rend complexe l'application des politiques publiques. Cette étude est orientée dans cette perspective analytique en examinant comment cette interaction se manifeste dans le contexte particulier de la ville de Kinshasa.

2. METHODOLOGIE

2.1. Approche de recherche et design de l'étude

Cette étude adopte une approche qualitative de modèle étude de cas. Ce choix méthodologique s'explique par la nature même de la problématique analysée, qui porte sur les interactions complexes entre la gestion environnementale, l'informalité urbaine et les politiques publiques à Kinshasa. L'approche qualitative permet de mieux appréhender les logiques institutionnelles, les systèmes de gouvernance ainsi que les mouvements sociaux qui impactent les politiques environnementales.

L'étude de cas constitue une stratégie principalement appropriée lorsque le chercheur veut analyser un fait contemporain dans son contexte réel (Yin, 2018). Dans cette perspective, la ville de Kinshasa est prise comme un cas représentatif des défis auxquels font face de nombreuses villes africaines caractérisées par une forte prévalence de l'informalité, une urbanisation rapide et des capacités institutionnelles limitées.

2.2. Sources de données

Afin de garantir une meilleure compréhension du phénomène sous étude, la recherche a mobilisé à la fois des données primaires et secondaires.

Les données primaires sont recueillies au moyen des entretiens semi-directifs réalisés auprès d'acteurs impliqués dans la gestion environnementale et la gouvernance urbaine.

Les catégories d'acteurs retenues sont les suivantes :

Catégories d'acteurs	Nombre d'entretiens	code
Responsables municipaux et communaux	15	E1-E15
Responsables des services d'assainissement	8	E16-E23
Représentants d'organisations environnementales	4	E24-E27
Acteurs du secteur informel (Commerçant, récupérateurs de déchets, associations locales)	75	E28-E102

Experts universitaires et chercheurs	3	E103-E105
Total	105	

Source : Auteur.

Le recours aux entretiens semi-directifs permet de collecter des informations dans les amples détails sur les perceptions des acteurs, les défis institutionnels rencontrés ainsi que les instruments d'application des politiques environnementales. Les données secondaires proviennent des textes législatifs et réglementaires liés à l'environnement et à l'urbanisme, des rapports de politique publique, rapports des organisations internationales (ONU-Habitat, Banque mondiale, PNUE, PNUD) et Publications scientifiques consacrées à l'informalité urbaine et à la gouvernance environnementale.

2.3. Technique d'échantillonnage

Cette étude utilise un échantillonnage raisonné (purposive sampling). Cette technique permet la sélection des participants en fonction de leur degré d'implication, de leur expérience ou de leur expertise dans la problématique étudiée.

Ce choix cadre avec l'objectif de l'étude, qui ne vise pas assez la représentativité statistique mais plutôt l'obtention d'informations sur les systèmes institutionnels et les pratiques de gouvernance environnementale.

2.4. Méthodes d'analyse des données

Les données collectées sont analysées à travers l'analyse thématique. Cette méthode permet d'identifier, d'interpréter et de classer les principaux sujets émergents des entretiens et des documents étudiés.

Le processus d'analyse se fait en quatre étapes :

- 1) Transcription et organisation des données ;
- 2) Codification des informations collectées ;
- 3) Regroupement des codes en thèmes analytiques ;
- 4) Interprétation des résultats en cohérence des cadres théoriques mobilisés.

Plusieurs mécanismes de validation sont mobilisés afin de renforcer la robustesse scientifique de la recherche,

Premièrement, la triangulation des sources permet de comparer les informations recueillies des entretiens, de la littérature scientifique et des documents officiels.

Deuxièmement, la diversité des classes d'acteurs interrogés favorise la limitation des biais liés à une source unique d'information.

Troisièmement, les résultats sont interprétés à la lumière des bases théoriques mobilisées dans la littérature existante.

3. RESULTATS ET DISCUSSION

L'analyse croisée des rapports d'organisations internationales, des entretiens semi-directifs et des documents institutionnels met en évidence que les difficultés environnementales observées dans la ville de Kinshasa résultent d'une interaction étroite entre l'accroissement de l'informalité urbaine et les contraintes de la gouvernance publique. Quatre principaux résultats émergents :

- Le caractère structurel de l'informalité urbaine ;
- Les effets de l'informalité urbaine sur l'environnement ;
- Les déficiences institutionnelles de la gouvernance environnementale ;
- Les tensions entre objectifs environnementaux et réalités socio-économiques.

3.1. L'informalité urbaine comme mode dominant d'organisation de l'espace urbain

L'analyse des documents consultés montre que la croissance urbaine dans la ville Kinshasa s'est effectuée plus rapidement que les capacités de planification et d'équipement des responsables publics. Le profil urbain de Kinshasa élaboré par ONU-Habitat (2010) souligne notamment l'expansion de quartiers spontanés et l'occupation progressive d'espaces insuffisamment aménagés.

Les entretiens confirment cette dynamique. La majorité des responsables communaux interrogés estime que les mécanismes formels d'aménagement ne parviennent plus à suivre le rythme de l'urbanisation.

Selon un responsable communal, « dans plusieurs quartiers, les habitations apparaissent avant même que les services publics ne soient en mesure d'assurer l'accès aux infrastructures de base » (E2).

Les experts universitaires (E103, E104 et E105) considèrent également que l'informalité constitue désormais une composante structurelle du fonctionnement urbain de Kinshasa. Les organisations communautaires (E24 à E27) soulignent quant à elles l'importance des marchés de rue, du commerce ambulant et de l'occupation temporaire des espaces publics dans les stratégies de subsistance des populations.

Ces résultats montrent que l'informalité ne peut plus être appréhendée comme un phénomène marginal, mais comme un mode dominant d'organisation de l'espace urbain kinois.

3.2. Les effets environnementaux de l'informalité urbaine

Les rapports d'ONU-Habitat (2010) et du PNUE (2018) identifient la gestion des déchets comme l'un des principaux défis environnementaux de Kinshasa, caractérisé par l'insuffisance des infrastructures de collecte et la multiplication des dépôts sauvages.

Les responsables des services d'assainissement (E16 à E23) confirment que les capacités de collecte demeurent largement inférieures aux besoins. Selon un responsable technique, « une partie importante des déchets finit dans les caniveaux ou dans les ravins parce que les infrastructures de collecte ne couvrent pas l'ensemble des quartiers » (E19).

Les acteurs communautaires interrogés évoquent également l'absence de points de collecte accessibles dans plusieurs quartiers périphériques. Pour les experts environnementaux (E24 à E27), cette situation contribue à l'aggravation des inondations urbaines et à la dégradation du cadre de vie.

Les résultats montrent ainsi que les conséquences environnementales de l'informalité dépassent la seule question des déchets et affectent plus largement la durabilité de l'environnement urbain.

3.3. Les contraintes institutionnelles de la gouvernance environnementale

L'analyse documentaire révèle l'existence d'une pluralité d'acteurs intervenant dans les domaines de l'environnement, de l'assainissement et de l'aménagement urbain. Toutefois, plusieurs rapports institutionnels soulignent les difficultés de coordination qui limitent l'efficacité des interventions publiques.

Les responsables administratifs interrogés reconnaissent l'existence de chevauchements de compétences entre institutions. Comme le souligne un enquêté : « plusieurs institutions interviennent sur les mêmes questions sans toujours disposer de mécanismes efficaces de coordination » (E4).

Les documents de la Banque mondiale (2018) mettent également en évidence l'insuffisance des ressources financières, techniques et logistiques allouées aux services urbains. Ce constat est partagé par les responsables des services d'assainissement, qui estiment que les moyens disponibles restent largement

inférieurs aux besoins générés par la croissance urbaine.

Ces résultats indiquent que les difficultés environnementales observées à Kinshasa résultent autant des contraintes institutionnelles que des pratiques urbaines informelles.

3.4. Les tensions entre exigences environnementales et réalités socio-économiques

L'analyse des politiques publiques révèle une volonté d'améliorer l'assainissement urbain et la protection de l'environnement. Toutefois, les entretiens mettent en évidence un décalage important entre ces objectifs et les réalités économiques des populations.

Les acteurs du secteur informel interrogés considèrent que leurs activités constituent souvent leur principale source de revenus. Selon l'un d'eux, « les gens occupent les espaces publics parce qu'ils doivent travailler pour vivre. Sans solution alternative, les occupations reviennent toujours » (E16).

Les responsables municipaux reconnaissent que les opérations de déguerpissement produisent généralement des effets temporaires lorsqu'elles ne s'accompagnent pas de mesures socio-économiques alternatives. Cette tension apparaît comme l'un des principaux obstacles à l'efficacité des politiques environnementales.

4. DISCUSSION

Les résultats confirment le caractère structurel de l'informalité urbaine dans le fonctionnement de Kinshasa et rejoignent les analyses de Roy (2005), selon lesquelles l'informalité constitue une composante intrinsèque de la production urbaine dans les villes du Sud. Ils montrent également que les difficultés environnementales ne résultent pas uniquement des pratiques informelles, mais aussi des insuffisances institutionnelles qui limitent l'action publique.

Cette observation rejoint les travaux de Watson (2009), qui mettent en évidence le décalage existant entre les instruments formels de planification et les réalités urbaines africaines. Les résultats confirment également les approches institutionnalistes de North (1990), selon lesquelles l'efficacité des politiques publiques dépend moins de l'existence des règles que de la capacité des institutions à les mettre en œuvre.

Par ailleurs, les constats observés à Kinshasa présentent des similitudes avec ceux relevés dans d'autres métropoles africaines telles que Lagos, Nairobi ou Accra, où la croissance de l'informalité complique la mise en œuvre des politiques environnementales (UN-Habitat, 2020 ; Kaza et al., 2018). Toutefois, le cas de Kinshasa se distingue par l'importance des mécanismes informels dans l'organisation même des fonctions urbaines.

L'un des principaux apports de cette étude réside dans la mise en évidence d'une relation circulaire entre informalité urbaine et gouvernance environnementale. Les insuffisances institutionnelles favorisent l'expansion des pratiques informelles, tandis que l'extension de ces pratiques rend plus difficile l'application des politiques publiques. Cette dynamique explique les limites des approches fondées exclusivement sur le contrôle administratif ou les opérations de déguerpissement, dont les effets demeurent souvent temporaires lorsqu'elles ne s'accompagnent pas d'alternatives économiques viables.

Ces résultats plaident en faveur d'une gouvernance environnementale plus inclusive, fondée sur le renforcement de la coordination institutionnelle, la participation communautaire et l'intégration progressive des réalités socio-économiques locales dans les stratégies de gestion urbaine.

CONCLUSION

La présente étude avait pour objectif d'analyser les interactions entre l'informalité urbaine et la gestion environnementale à Kinshasa, en mettant l'accent sur les contraintes que cette dynamique exerce sur l'efficacité des politiques publiques. À partir d'une approche qualitative fondée sur l'analyse documentaire et des entretiens semi-directifs menés auprès de différents acteurs concernés, les résultats ont mis en évidence le caractère structurel de l'informalité dans l'organisation de l'espace urbain kinois.

L'étude montre que les difficultés environnementales observées dans la ville, notamment en matière de gestion des déchets, d'occupation des espaces publics et de dégradation du cadre de vie, ne peuvent être attribuées uniquement aux pratiques informelles. Elles trouvent également leur origine dans les limites institutionnelles qui affectent la planification urbaine, la coordination des acteurs publics, l'application des réglementations et la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre des politiques environnementales.

Les analyses réalisées révèlent ainsi l'existence d'une relation étroite entre informalité urbaine et gouvernance environnementale. D'une part, les insuffisances de l'action publique favorisent le développement de pratiques informelles ; d'autre part, l'expansion de ces pratiques rend plus complexe la mise en œuvre des politiques d'assainissement et de protection de l'environnement. Cette interaction contribue à la persistance des défis environnementaux auxquels Kinshasa demeure confrontée.

Sur le plan scientifique, cette recherche enrichit les travaux consacrés à la gouvernance urbaine dans les villes africaines en soulignant la nécessité d'appréhender l'informalité non comme un simple dysfonctionnement urbain, mais comme une réalité durable qui doit être prise en compte dans la conception des politiques publiques. Elle met également en évidence l'importance de promouvoir des mécanismes de gouvernance plus inclusifs, associant davantage les collectivités locales, les organisations communautaires et les acteurs économiques aux processus de gestion environnementale.

Enfin, l'amélioration durable de la qualité de l'environnement urbain à Kinshasa suppose non seulement un renforcement des infrastructures et des capacités institutionnelles, mais également une meilleure intégration des réalités socio-économiques locales dans les stratégies de développement urbain. De futures recherches pourraient approfondir cette réflexion en analysant, à l'échelle des communes, les mécanismes de participation citoyenne et les formes de collaboration susceptibles de renforcer l'efficacité des politiques environnementales dans les contextes urbains marqués par une forte informalité.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Banque mondiale. (2018). Pour une croissance inclusive de Kinshasa : défis et opportunités du développement urbain. Washington, DC : Banque mondiale.
- De Soto, Hernando. (1989). *The Other Path: The Invisible Revolution in the Third World*. New York : Harper & Row.
- Kaza, Silpa., Yao, L., Bhada-Tata, P., & Van Woerden, F. (2018). *What a Waste 2.0: A Global Snapshot of Solid Waste Management to 2050*. Washington, DC : Banque mondiale.

- Ministère de l'Environnement et Développement Durable. (2022). Politique nationale de l'environnement et du développement durable. Kinshasa : Gouvernement de la République Démocratique du Congo.
- North, Douglass C.. (1990). Institutions, Institutional Change and Economic Performance. Cambridge : Cambridge University Press.
- ONU-Habitat. (2010). Ville de Kinshasa : Étude de profil du secteur urbain. Nairobi : ONU-Habitat.
- Programme des Nations Unies pour l'Environnement. (2018). Rapport sur l'environnement en Afrique : défis urbains et gestion durable des déchets. Nairobi : PNUE.
- Roy, Ananya. (2005). Urban informality: Toward an epistemology of planning. *Journal of the American Planning Association*, 71(2), 147-158.
- UN-Habitat. (2020). World Cities Report 2020: The Value of Sustainable Urbanization. Nairobi : UN-Habitat.
- Watson, Vanessa. (2009). The planned city sweeps the poor away: Urban planning and 21st century urbanisation. *Progress in Planning*, 72(3), 151-193.

Centre de recherche d'interface université-société

COMITÉ DE RÉDACTION ET ADMINISTRATION

- Directeur-Editeur : Sylvain Shomba Kinyamba, Professeur Ordinaire
- Rédacteur en Chef : Gaston Mwene Batende, Professeur Emérite
- Rédacteur en Chef adjoint : Patrick Develtere, Professeur Ordinaire
- Secrétaire de rédaction : Michel Kandolo Edungu, Chef de Travaux
- Relation avec les partenaires : Jean Pierre Mpiana, Professeur Ordinaire
- Archivage et logistique : Ingrid Mulamba Feza, Professeure Associée

CONSEIL SCIENTIFIQUE

Professeurs Baeke Viviane, Batamba Balembu Antoine ; Bongeli Yeikeo Ya Ato Emile ; Develtere Patrick ; Ekala Pierre ; Gretry Lucille ; Huib Huyse ; Inswan Bidum Pierre ; Kaminar Théo-Macaire ; Kapalayi Mutanga Roger-Vincent ; Labana Lasay'abar Jean Berck Mans ; Malemba N'sakila Gilbert ; Matabisi Nico ; Mbalanda Willy ; Mbela Hiza Login ; Mbuyi Musongela François ; Mokonda Bonza Floratin ; Mukoka Nsenda François ; Mulamba Feza Ingrid ; Muluma Munanga Albert ; Musa Alokpo Dieudonné ; Musao Kalombo Célestin ; Mutunda Mwembo Pierre ; Mpiana Tshitenge Jean Pierre ; Mwabila Malela Clément ; Mwene Batende Gaston ; Ndeke Zamba Casimir ; Ngoma Binda Elie ; Ngoy Bisongo Colby ; Nkuanzaka Inzanza Adélard ; Ongevela Van Jan, Osokonda Okenge Basile, Ponsar Paul, Reyhler Luc ; Sekimonyo Wa Magango Côme ; Shomba Kinyamba Sylvain ; Wingenga Jeannot ; Yandju Marie-Claire ; Yere Afobe Innocent Zimango Gama Romain.

Immeuble CDS n°3, Trafic, Route de l'Ouest,
Campus de l'Unikin, Tél. : 0999903563 /
shombakin@yahoo.fr,
www.mesrids.org
Dépôt légal : MR 3.02103.57117
N° ISSN : 2790-3095 (impr.)
N° ISSN : 2790-3109 (ligne)

